

Luxleaks, un scandale qui devrait faire tomber Juncker



Luxleaks est une affaire qui devrait faire la Une de tous les journaux. Mais ceux-ci préfèrent mettre en avant Nabilla et son escort boy poignardé. Tellement plus passionnant.

Luxleaks a très vite disparu des écrans radars médiatiques parce que ce scandale donnerait encore plus de grains à moudre à Zemmour, à Marine Le Pen, à tous les « europhobes », selon la presse mainstream.

Le Monde, qui est pourtant un des journaux européens du consortium de journalistes qui a révélé l'affaire, imprime que la démission de M. Juncker ne réglerait rien. Comme d'habitude, le journal de révérences a trouvé la solution : il faut davantage d'Europe.

On sait depuis longtemps que le Luxembourg – le plus riche Etat européen – est un trou noir fiscal au cœur de la galaxie européenne. Alors quand Jean-Claude Juncker, longtemps ministre des finances (1989 -2009) et Premier ministre (1995-2003) du Luxembourg, cumulant les deux postes pendant 14 ans (1995-2009) a été nommé à la tête de la Commission européenne, je me suis dit que cela ressemblait à la nomination d'Al Capone à la tête du FBI.

Les faits n'ont pas tardé à le démontrer.

A l'heure où les technocrates européens imposent aux citoyens des Etats de l'Union une discipline fiscale mortifère pour demeurer dans les clous des 3% de déficit, nous découvrons que M. Junker a supervisé la construction d'une structure privant les citoyens européens (à qui les Etats font les poches), de milliards de recettes fiscales salvatrices.

A la tête du Grand Duché, ce salopard- je crains qu'il n'y ait pas d'autres mots pour qualifier ce type - a passé entre 2002 et 2010 des accords fiscaux secrets (ou « tax ruling ») avec 340 entreprises dont Volkswagen, Pepsi, Heinz, Caterpillar, Fedex, Gazprom, Ikea, Timberland, HSBC, Amazon, Apple, Vodafone et plus près de chez nous : LVMH, AXA, BNP Paribas, Crédit Agricole, CNP assurances, Caisse d'Epargne, Banque Populaire, AXA, Rothschild, Financière Lafayette, Wendel...

Ces entreprises se sont de cette manière soustraites à la fiscalité de leurs Etats d'origine pendant que ces mêmes Etats rackettaient leurs classes moyennes.

Ainsi durant une crise économique qui a foudroyé des millions d'emplois, un pays de la zone euro, dirigé par un homme aujourd'hui président de la Commission européenne, a privé ses partenaires de milliards de recettes fiscales ; ainsi un Etat de l'Union a négocié avec des entreprises au détriment des autres Etats de cette même union.

Belle publicité pour l'Europe.

Surtout quand on se souvient avec quelle ferveur, pendant les européennes, nos responsables politiques UMPS ont soutenu la candidature de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission. Henri Weber, secrétaire national du PS aux Etudes européennes, expliquait par ce « n'est pas un libéral fou » le ralliement des sociaux-démocrates à Juncker.

On nous expliquait également que l'Europe c'était la solidarité, le refus du repli sur soi, la justice sociale, la concurrence non faussée, la préservation des intérêts des populations qui avaient la chance de se trouver sous la gouvernance de Bruxelles...

Luxleaks en est la superbe démonstration.

M. Juncker qui a constitué une commission de bras cassés dont deux des plus beaux exemples sont Moscovici à l'économie et Jonathan Hill aux services financiers déclare : « Je ne vais pas interférer dans cette affaire. Je n'abuserai pas de ma position. »

Encore heureux.

Luxleaks nous apprend que le Luxembourg n'est pas seulement un paradis fiscal mais aussi un parasite fiscal.

Fiat lux et luxleaks.

Du moins espérons-le.

Marcus Graven